



Bundesamt für Landwirtschaft
Office fédéral de l'agriculture
Ufficio federale dell'agricoltura
Uffizi federal d'agricultura

DEZA DIREKTION FÜR ENTWICKLUNG UND ZUSAMMENARBEIT
DDC DIRECTION DU DÉVELOPPEMENT ET DE LA COOPÉRATION
DSC DIREZIONE DELLO SVILUPPO E DELLA COOPERAZIONE
SDC SWISS AGENCY FOR DEVELOPMENT AND COOPERATION
COSUDE AGENCIA SUIZA PARA EL DESARROLLO Y LA COOPERACION



Berner Fachhochschule

Schweizerische Hochschule
für Landwirtschaft
Haute école suisse d'agronomie

Symposium: „Sans eau, pas de nourriture“

Mardi, le 14 octobre 2003, 09.00 h, Haute école suisse d'agronomie, Zollikofen

Discours d'ouverture

Manfred Bötsch, directeur, Office fédéral de l'agriculture

Seul le texte prononcé fait foi

Mesdames, Messieurs,

Par le symposium d'aujourd'hui « Sans eau, pas de nourriture », nous nous proposons de jeter un pont entre l'Année internationale de l'eau et la Journée mondiale de l'alimentation du 16 octobre. Nous voulons par là placer au centre de notre attention le rôle fondamental que joue l'eau dans le développement agricole, dans la lutte contre la faim et la pauvreté et dans l'amélioration de la sécurité alimentaire dans les pays en développement.

La prochaine Journée mondiale de l'alimentation représente un appel pour nous montrer solidaires avec un monde sous-alimenté et marginalisé sur notre Planète en pleine mondialisation, solidaires avec les 2,5 milliards de pauvres devant subsister avec moins de 2 \$ par jour et avec les plus de 800 millions personnes souffrant de la famine et luttant pour leur survie dans une réalité anachronique. La majorité d'entre eux partagent le même destin : elle ne dispose d'accès assuré ni à l'eau potable ni à l'eau douce nécessaire à la production de subsistance.

Il est difficile d'imaginer, dans ce château d'eau qu'est la Suisse, que des millions d'êtres humains doivent végéter loin de toute source d'eau. Femmes et enfants doivent faire des kilomètres pour apporter ce liquide indispensable à la vie dans leur misérable demeure. Des millions de paysannes et de paysans contemplant les champs qui se désertifient. La disette d'eau ainsi que la pollution et la contamination de l'eau potable provoquent une multitude de maladies qui font mourir plus de 10 millions de personnes par an. Conformément aux pronostics actuels, un être humain sur deux souffrira en 2025 d'une forte pénurie d'eau, prédiction que nous préférerions tous qualifier d'erronée.

Rôle stratégique de l'eau

L'eau revêt une importance stratégique pour le développement agricole, pour la lutte contre la pauvreté et la faim et pour la préservation de la paix dans le monde. Lors du 3^{ème} Forum mondial de l'eau de cette année tenu à Kyoto, la délégation de la Suisse s'est engagée pour la reconnaissance de l'eau comme bien public et pour une meilleure répartition des ressources d'eau en vue de la stabilité sociale, de la prévention des conflits et de la préservation de la paix. La Suisse se propose donc elle aussi, au sein de la communauté internationale, de relever un immense défi. En effet, l'idée de pouvoir accéder à l'eau et de faire s'épanouir leurs cultures poussant sur des champs désertifiés ressemble déjà à un mirage aux yeux de ceux qui ont soif dans les pays en développement. La source de la vie est pour eux

en train de tarir. Sans un approvisionnement sûr en eau et en nourriture, ils restent prisonniers d'un cercle vicieux de la pauvreté, de la famine, de la maladie et de la mort.

Eau et développement agricole

Face à cette tragédie due à la pénurie d'eau, nous nous sentons tous obligés de relever le défi. L'interface entre l'eau et la nourriture associe, certes, misère et souffrance, mais aussi espoir et avenir. A l'occasion de ce symposium, il vaut donc mieux chercher des solutions que se résigner. Je situe ces solutions dans une agriculture et un développement rural basés sur le durabilité, s'inscrivant dans le cadre d'une politique de développement qui met un accent particulier sur la lutte contre la pauvreté et la faim.

Voici notre idée maîtresse aujourd'hui: l'eau comme instrument d'un développement durable visant à atteindre l'objectif fixé au seuil du nouveau millénaire, c'est-à-dire à réduire de moitié le nombre de personnes souffrant de la faim ou de la pauvreté d'ici à 2015.

C'est dans cette optique que vos suggestions et recommandations, de même que toute critique constructive sont aujourd'hui bienvenues de la part de tous les participants au podium et des conférenciers.

Du point de vue de l'agriculture, il convient de relever l'importance capitale du constat suivant : la tragédie de la pénurie d'eau frappe avant tout la population vivant dans des régions rurales, le plus souvent négligées. Le fait paradoxal, c'est que les trois quarts des personnes souffrant de la faim vivent pour la plupart dans des régions de production agricole présentant un potentiel de développement rural. Plus de la moitié d'entre eux vivent dans de petits ménages paysans sur un sol aride, où la destruction de l'environnement menace la production agricole et où l'accès à l'eau est très précaire. La productivité du sol de ces régions ne cesse de diminuer. L'état des eaux et des sols n'est pas une fatalité, mais résulte de priorités erronées que fixent les pays concernés en matière de développement, renforçant ainsi la disette d'eau et la pression sur les terres. Seul un développement durable et une croissance aussi bien dans l'agriculture que dans les secteurs en aval peuvent permettre à la grande majorité des personnes vivant dans la misère d'améliorer leurs conditions de vie.

Voilà une de nos principales conclusions, Mesdames et Messieurs. Nous en déduisons l'impératif catégorique de bannir toute discrimination de l'agriculture et du milieu rural de la planification du développement dans nombreux pays en développement où elle existe encore. Il importe aussi, pour la coopération au développement, de créer les conditions d'une plus forte croissance économique dans le secteur primaire. A cet effet, il con-

vient en particulier d'améliorer notablement l'accès à l'eau, aux terres, aux crédits, aux services sanitaires et à la formation des femmes.¹

Un droit de l'homme

Afin de réduire la faim et la pauvreté, il convient aussi de respecter la *Déclaration universelle des droits de l'homme*. Celle-ci affirme, à l'art. 25, que toute personne a droit à un niveau de vie suffisant, notamment en ce qui concerne l'alimentation. Le droit de l'homme fondamental qu'est ce droit à l'alimentation comprend inévitablement l'accès à l'eau douce, indispensable à la vie.²

Buts du symposium

L'après-midi, les groupes de travail devraient se pencher sur le riche contenu des conférences et des stands d'exposition concernant les solutions et les recommandations en vue d'une gestion plus effective des ressources eau et sol. Objectif: attirer l'attention des instances de décision, des acteurs économiques, des praticiens de la coopération au développement et d'un public avisé à la priorité élevée qui doit toujours être accordée à un développement agricole et rural durable, axé sur une utilisation prudente des ressources naturelles (en particulier eau et sol). Une telle stratégie préside notamment à la politique de développement de la Suisse, qui se tient au service de la lutte contre la pauvreté et la faim et d'une meilleure sécurité alimentaire dans le monde entier.

Conclusion

La Suisse est membre de la FAO. La visée principale de cette organisation spécialisée des Nations-Unies consiste à améliorer la situation de l'alimentation sur le plan mondial. Dans ce contexte, le présent symposium, chapeauté en commun par l'OFAG et la DDC et conçu dans une large mesure par le Comité suisse de la FAO, le Secrétariat suisse de la FAO de l'OFAG et InfoAgrar de la DDC, a pour objectif de donner impulsion à une utilisation judicieuse de l'eau comme denrée alimentaire et comme moyen de production agricole. En effet, il convient de mettre l'eau au profit d'une agriculture et d'un développement rural durables de telle manière que la situation ali-

¹ Ce n'est pas un hasard si le nombre de personnes souffrant de la faim stagne depuis le début des années nonante, c'est-à-dire depuis que les investissements dans le développement agricole durable sont négligés à l'échelle mondiale.

² L'eau doit être disponible en quantité et en qualité suffisantes et l'accès à cette ressource ne doit être rendu impossible par des obstacles physiques ou économiques.

mentaire mondiale s'améliore notablement à long terme, conformément à l'objectif fixé par la FAO. Ainsi, je souhaite plein succès à notre symposium.
boe / koh, 13.10.03